

disposons d'excédents à l'égard d'autres produits agricoles, la société pourrait se révéler utile.

**Le très hon. M. Howe:** Le député ne doit pas se montrer trop pessimiste. Je lui assure que la Colombie-Britannique a vendu une bonne partie de sa récolte de pommes à un prix avantageux.

**M. Thatcher:** Que dire de la Nouvelle-Écosse?

**Le très hon. M. Howe:** Elle dispose d'un excédent de pommes d'une qualité que les Canadiens ne consomment pas. La Grande-Bretagne les a refusées, ajoutant qu'elle ne les accepterait pas même en pur don. Nous voulions effectivement les leur donner. Que pouvons-nous échanger contre des produits que les gens refusent même en pur don?

**M. Thatcher:** Si la Corporation, de sa propre initiative, s'efforçait de trouver des débouchés à l'étranger, nous pourrions, je crois, en arriver à des résultats tangibles. Voilà la raison d'être d'une société nationale de ce genre. Je ne vois pas pourquoi elle ne s'appliquerait pas à cette tâche.

**Le très hon. M. Howe:** C'est précisément à cette fin que mon ministère envoie des commissaires du commerce dans tous les pays du monde, en quête de débouchés.

**M. Fulton:** En ce qui concerne l'accumulation de réserves de matières d'importance militaire, si l'on décide de se procurer certaines denrées à cette fin, dois-je comprendre que l'adoption de la présente mesure permettra d'utiliser les 12 millions et demi prévus, quitte à insérer, plus tard, dans le budget des dépenses, une disposition visant le remboursement d'une somme équivalente? Ou bien, insérera-t-on au budget des dépenses un poste de portée générale visant à affecter une somme prévue à l'accumulation de ces réserves durant l'année, ce qui permettrait de faire, de temps à autre, à même ce crédit, les dépenses nécessaires?

**Le très hon. M. Howe:** Nous espérons pouvoir adopter la deuxième méthode. On sait qu'il se présente des situations, tels les troubles qui menacent d'éclater en Malaisie, qui pourraient nous priver de nos approvisionnements en étain, ce qui nous obligerait à prendre des engagements sans l'autorisation du Parlement. Dans les circonstances, nous aurions la certitude que, le moment venu, celui-ci nous donnerait son approbation. C'est un état de choses qui s'est brusquement imposé à nous, mais normalement nous cherchons à prévoir et à nous prémunir, plutôt que de prier la société de financer ces achats.

**M. Fulton:** Le ministre a-t-il dit que la seule réserve que nous possédions en ce moment était une réserve d'étain?

**Le très hon. M. Howe:** Oui. Je crois cependant qu'on a commandé un ou deux autres matériaux dont nous pourrions constituer des réserves plus tard.

**M. Fulton:** Les détails figureront aux crédits?

**Le très hon. M. Howe:** Oui.

**M. Gillis:** Je ne comptais pas participer au débat, mais je ne suis pas précisément satisfait de la réponse que vient de donner le ministre au représentant de Moose-Jaw en ce qui concerne l'écoulement des pommes de la Nouvelle-Écosse. L'honorable député de Winnipeg Nord a affirmé que nous appuyons le principe dont s'inspire le bill. C'est exact. Mais nous ne voulons pas que la société soit tout bonnement un organisme destiné à régler, à aider ou à secourir l'entreprise privée lorsqu'elle est dans l'embarras. Si nous appuyons le bill, c'est qu'il s'agit ici d'un organisme d'État qui remplace l'entreprise privée lorsqu'elle faillit à la tâche, un organisme qui écoulera nos produits en tant que service de l'État et dont tous les bénéfices éventuels iront à l'État.

L'industrie des pommes en Nouvelle-Écosse en est une autre qui périlclite parce que l'entreprise privée n'a su vendre ce produit. L'honorable représentant de Rosetown-Biggan, qui est allé en Angleterre il y a à peine trois ou quatre mois, a déclaré à la Chambre, avec raison je crois, que la Grande-Bretagne prendrait des pommes de Nouvelle-Écosse, mais ne le peut, surtout à cause de la différence dans la valeur de nos devises. Nous avons tellement déprécié la livre anglaise que la Grande-Bretagne ne peut commercer avec nous.

Si le Gouvernement ne prend pas des mesures d'ordre financier pour vendre les pommes de Nouvelle-Écosse, cette industrie périra. Le programme du Gouvernement est en train de la ruiner. J'ai entendu les députés assis à ma droite faire allusion à la dernière élection partielle tenue dans la vallée de l'Annapolis, mais je suis d'avis que le Gouvernement a perdu cette élection surtout parce qu'il a relégué au second plan la principale industrie de cette région. On achève de ruiner de cette industrie en arrachant les arbres afin de se livrer à la culture mixte.

Si le Gouvernement doit faire servir les fonds publics au maintien de cet organisme commercial, je ne vois pas pourquoi il ne l'utiliserait pas pour soutenir cette industrie. Le représentant de Rosetown-Biggan a dé-